

Compte-rendu de la réunion consacrée au « Débat National sur l'Avenir de l'Ecole »
Samedi 10 janvier 2004

Au Lycée Montesquieu du Mans, le débat sur l'école, qui a réuni 20 personnes, a porté principalement sur la question de la motivation (question 8) dans le contexte d'une diversification croissante des publics apprenants (question 6) ; thème cohérent avec le projet d'établissement.

La question de la motivation est d'abord abordée sous l'angle de l'orientation. On peut, par exemple, se demander si la seconde de détermination joue réellement son rôle (de détermination) face au constat que l'orientation en fin de seconde est souvent faite par défaut.

Le moment de l'orientation est important. Une orientation en fin de 3^{ème} vers une filière de type BEP – Bac Pro n'est pas la même chose qu'une orientation en fin de 2^{nde} vers ces mêmes filières. Dans le premier cas, il s'agit d'une orientation ; dans le second d'une réorientation. Ce n'est alors pas vécu de la même manière. Dans l'une ou l'autre des situations, il y a nécessité d'un repositionnement des parcours et des métiers techniques et technologiques dont on sait qu'ils peuvent déboucher sur des situations valorisées monétairement, mais dévalorisées symboliquement.

La question « qu'est-ce qui fait la motivation ? » permet de pointer, sous ces différents aspects la problématique des temps scolaires. Si on y répond, à la manière des élèves présents, par la compréhension de l'intérêt à faire des études, force est de constater que chaque élève n'y accède pas au même moment et au même âge. Par ses expériences personnelles propres, ou par sa personnalité, chaque élève n'atteindra pas un même niveau de maturité au même moment. Les rythmes sont différents, les temps doivent l'être aussi.

La manière d'appréhender le redoublement est alors questionnée. Cela ne doit pas être une sanction, mais une échéance nouvelle que l'on se donne à un instant où l'élève, ses parents et l'équipe éducative renégocient le parcours scolaire. Cet accent mis sur le redoublement comme une renégociation d'une trajectoire personnelle doit permettre d'éviter qu'il soit vécu comme un échec... à cause d'un regard extérieur aujourd'hui pesant et d'une pression des parents peut être plus forte dans un établissement de tradition comme le Lycée Montesquieu.

Cette renégociation du parcours suppose que puisse s'instaurer un dialogue de qualité entre les partenaires, et les parents en font partie puisque l'élève réussira mieux si ses parents suivent son évolution scolaire.

Dans cet intérêt compris à faire des études, le fait pour le jeune d'avoir un projet personnel, voir un rêve, peut être un plus. Pour autant, il ne faut pas focaliser chaque jeune sur la nécessité impérieuse d'avoir un projet systématique et clair dès l'âge de 15-16 ans. Cela est stressant pour le jeune... et les exemples sont nombreux d'élèves et d'étudiants ayant défini leurs projets professionnels bien plus tard.

Ce projet, qui vise à une insertion professionnelle réussie, ne doit pas faire oublier que la mission de l'école est plus complexe.

Elle contient au minimum 3 dimensions.

- L'éveil du jeune ;
- L'intégration d'un socle de connaissances ;
- L'aider à grandir dans sa dimension de citoyen.

La question du temps scolaire est abordée alors sous l'angle de la part respective qui doit être consacrée à chacune de ses dimensions sachant que, aujourd'hui, notamment au regard de l'évolution actuelle de notre société, le nombre total d'heures demander à l'élève ne peut décemment être augmenté.

Il convient vraisemblablement de se baser sur un enseignement général plus réduit que ce que l'on a actuellement ; d'autres matières pourraient être nettoyées et ainsi, en modifiant l'existant, d'autres matières, ouvrant vers d'autres cultures et d'autres savoirs, pourraient être introduites. Il ne s'agit pas d'un simple recentrage sur les fondamentaux, mais d'une évolution des programmes qui, en confortant la maîtrise de la langue et la capacité de raisonnement (notamment mathématique), préparerait mieux le jeune au problème auquel il est susceptible d'être confronté.

Bien sûr, il convient de se demander si l'école peut tout faire et si, à l'image d'autres pays européens, cette logique d'un rapport différent au temps ne devrait pas aller jusqu'à officialiser qu'une année supplémentaire (4 ans et non 3) est nécessaire pour parvenir jusqu'au baccalauréat.

De ce débat ainsi résumé, trois propositions concrètes émergent :

1/ Instaurer et systématiser un temps de dialogue individuel entre chaque élève et l'équipe enseignante (afin que cette négociation continue d'un parcours adapté puisse être effective).

2/ Instaurer et systématiser un temps de contact avec le monde professionnel extérieur (afin que l'élève puisse préciser et affiner les contours de son projet, même si à cette occasion l'absence de projet pour un lycéen, loin d'être dramatisée, doit être relativisée).

3/ Instaurer et systématiser des temps où l'enseignement permet à l'élève de se construire comme citoyen.